

LIEUX DE MÉMOIRE AUX TROIS-PIGNONS

Pierre Regnault

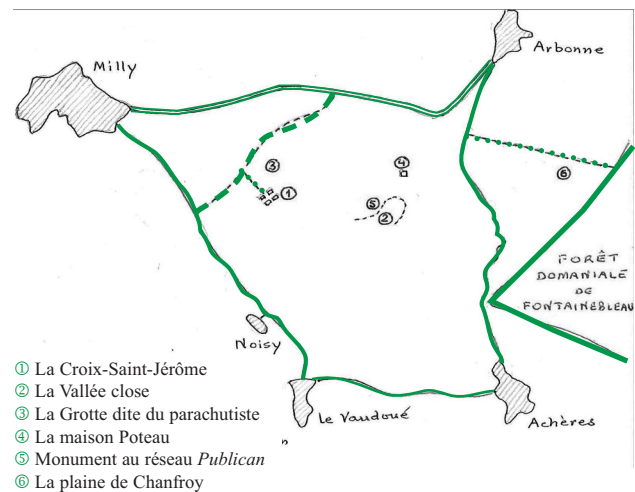
A PRÈS L'EFFONDREMENT MILITAIRE et politique de la France en mai-juin 1940 sous les coups des armées allemandes, la victoire de l'Allemagne paraissait acquise à la plupart des Français. Il fallut que la guerre, alors limitée pratiquement à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne, s'étendît à d'autres belligérants (U.R.S.S. en juin 1941, puis États-Unis en décembre) et prît ainsi un caractère mondial, pour que l'esprit de résistance se développât dans une partie de la population, stimulé par les premiers échecs allemands à l'automne 1942.

La Résistance apparut d'abord sous la forme de réseaux travaillant en liaison étroite avec les services secrets britanniques ou les services de la France Libre du général de Gaulle ⁽¹⁾ : leurs membres se consacraient à une mission précise qui pouvait aller de la fourniture de renseignements à la fabrication de faux papiers, voire au sabotage d'usines ou de moyens de transport, en passant par l'assistance à des prisonniers évadés ou à des aviateurs alliés abattus.

Par la suite, les revers subis par les armées allemandes sur les différents fronts de la guerre favorisèrent la constitution de groupes paramilitaires armés ⁽²⁾ connus sous le nom de maquis. Ils furent créés soit par des mouvements ralliés au général de Gaulle, soit par le Parti communiste français (Francs-tireurs et partisans français ou F.-T.P.F.) qui devint très actif après l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. Un effort de rapprochement aboutit à la fusion de tous ces groupes armés au sein des Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.). Gaullistes ou F.-T.P.F., les maquis se renforcèrent principalement grâce à l'afflux de jeunes gens réfractaires au Service du travail obligatoire en Allemagne (S.T.O.) ⁽³⁾. La plupart des maquis se gardèrent d'entrer en action prématurément pour ne pas

exposer la population civile aux représailles prévisibles des forces d'occupation ; c'est seulement après le débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, qu'ils multiplièrent sabotages, harcèlements, embuscades ou attaques de convois.

À la lisière ouest de la vieille forêt domaniale de Fontainebleau, les terrains boisés rocheux ou sablon-



neux qui constituent aujourd'hui la forêt des Trois-Pignons étaient encore, pendant la Seconde Guerre mondiale, des propriétés privées échappant à la surveillance de l'administration des Eaux et Forêts. Situé à l'écart des agglomérations, à peu près dénué d'intérêt économique, peu peuplé, difficilement pénétrable et mal contrôlé par les autorités du moment, ce territoire se prêtait aussi bien aux actions clandestines qu'aux représailles discrètes. En différents lieux, il est encore possible de retrouver la trace des unes et des autres et d'évoquer ainsi la vie et la mort de résistants français pendant l'occupation du pays.

I. LE RÉSEAU PUBLICAN

Au sommet d'un éperon qui domine la Vallée close, parfois désigné sous le nom de pignon des

1) Installé à Londres dès le 17 juin 1940, le général de Gaulle refusait l'armistice et assurait que la France, n'ayant perdu qu'une bataille, devait poursuivre le combat jusqu'à la défaite finale de l'Allemagne, qu'il jugeait inéluctable. Il se transporta de Londres à Alger en juin 1943.
2) Leur armement venait principalement de parachutages.
3) Les énormes pertes humaines subies sur le front russe amenèrent le régime hitlérien à faire pression sur les autorités françaises en France occupée pour soutenir son effort de guerre. Ainsi fut institué un service d'abord volontaire, puis obligatoire (février 1943) en Allemagne.



Maquisards, se dresse, au-dessus d'un énorme socle un monument en forme de croix de Lorraine (4). Situé sur le circuit des 25-Bosses, l'endroit se signale aussi aux promeneurs qui suivent notre sentier n° 16 et qui peuvent

admirer l'ouvrage sous plusieurs angles successifs.

Or ce monument ne commémore pas un maquis, mais le réseau *Publican*, et malgré la présence de la croix de Lorraine il s'agit d'un réseau créé par les services secrets britanniques ! Dès juillet 1940 en effet, Winston Churchill, bien décidé à poursuivre la guerre quoi qu'il en coûte et jusqu'à la victoire, institue un *Special Operations Executive* (*S.O.E.* = Direction des opérations spéciales), chargé d'organiser les opérations anti-allemandes dans les pays occupés du continent. La section française en est confiée, en 1941, au colonel Buckmaster et les réseaux français du *S.O.E.* prennent le nom de « réseaux Buckmaster ».

Comme tous les réseaux Buckmaster, celui-ci est désigné par le nom anglais d'un métier (*publican* = cabaretier) doublé d'un prénom français (Ernest), pseudonyme du chef de réseau. Ce dernier s'appelle en fait Maurice Braun, il a déjà travaillé au bénéfice du réseau *Juggler* (= jongleur) installé en Champagne et connaît le major (5) anglais Suttill qui coiffe l'ensemble des réseaux Buckmaster. À la fin de 1942, il se voit confier la responsabilité de mettre sur pied *Publican* avec l'aide de Marcel Fox, officier français commissionné comme capitaine dans l'armée britannique et qui vient d'être parachuté en France avec l'ordre de le rejoindre. La mission du nouveau réseau s'étend à tout le département de Seine-et-Marne et consiste à y saboter le trafic ferroviaire en provenance ou à destination de Paris.



Maurice Braun

met Braun en relation avec le capitaine de réserve Eugène Defontaine (vétérane de l'expédition des Dardanelles en 1915), Benjamin Dètre (garde-chasse au Bois-Rond), Eugène Thiaillier (mutilé de la Grande Guerre) et Lucien Sarroul, un jeune homme qui s'est réfugié chez ce dernier pour échapper au S.T.O. Ainsi se constitue une équipe capable, le moment venu, de réceptionner et de mettre en lieu sûr des matériels parachutés.

Encore faut-il obtenir l'accord de Londres, pour lequel l'appui du major Suttill se révèle décisif : le largage est autorisé pour la prochaine lunaison (6) et la date sera annoncée par un message codé de Radio-Londres (« C'est en Touraine qu'on parle le meilleur français »). Sous la pleine lune de la nuit du 22 au 23 juin 1943, les protagonistes arrivent séparément au lieu convenu, de quart d'heure en quart d'heure. Au fond de la Vallée close débroussaillée, Fox se tient avec une lampe verte, tandis qu'au sommet Braun actionne une lampe rouge. L'avion annoncé repère bien l'endroit et, même si quelques parachutes s'accrochent à des arbres, les 16 conteneurs sont récupérés assez aisément. La femme du garde-chasse, Belge d'origine, a convaincu son compatriote, le charretier Van den Kinderen, de les acheminer (en deux voyages) jusqu'à la grotte qu'Eugène Defontaine a fait aménager sur son domaine de Rochebelle. Un homme de confiance, maçon



Marcel Fox

4) La croix de Lorraine a été agréée, dès juillet 1940, par le général de Gaulle comme symbole de la France Libre.

5 C'est le premier grade d'officier supérieur dans l'armée britannique (= chef de bataillon).

6) Les parachutages clandestins ne peuvent se faire que par nuit de pleine lune.

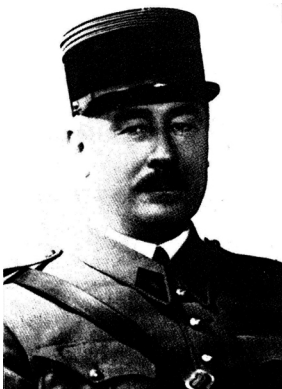
de son état, a prolongé le fond de la grotte, cimenté les cavités et agrandi l'ouverture. Cette grotte, agrémentée d'une plaque commémorative et baptisée improprement grotte du Parachutiste, est toujours visible. Les parachutes découpés sont enfouis dans les sables de la Vallée close et les conteneurs enterrés dans une fosse préparée non loin de la grotte. À l'aube, tous les lieux ont retrouvé leur aspect normal...

Parmi les matériels parachutés se trouvent, bien entendu, ceux qui vont permettre au réseau de mener à bien sa mission de sabotage : Braun et Fox ont déjà pris les contacts utiles dans les milieux cheminots de Meaux et de Villeneuve-Saint-Georges, ils vont maintenant transmettre aux exécutants des boîtes exactement identiques à celles où la S.N.C.F. met ses lubrifiants, mais pleines d'une pâte abrasive redoutable pour les organes des locomotives. Ils remettent aussi des pains de plastic et des détonateurs, mais en quantité plus réduite, car il est moins risqué et bien plus efficace de mettre hors d'état du matériel roulant que de détruire un tronçon de voie, vite réparé.

Mais les Britanniques ont mis à profit l'occasion de parachuter également des armes, des munitions, des grenades pour les maquis déjà existants ou en voie de constitution. C'est d'abord Fox qui se charge de distribuer à des responsables connus de lui ces matériels très sensibles, mais les demandes affluent et Braun décide d'opérer avec le maximum de discernement et de précaution : les demandeurs sont testés avec soin et les matériels leur sont remis par Defontaine à la maison Poteau, un lieu-dit situé en pleine forêt loin de Rochebelle, afin qu'ils ignorent comment ces armes sont parvenues jusqu'à eux.

Le succès du premier parachutage incite Londres à renouveler l'opération. Par deux fois, à la pleine lune, les membres du réseau *Publican*, alertés par les

messages convenus, se postent autour de la Vallée close, mais sans résultat : la première nuit, un grand bombardement allié dans la région de Melun mobilise la chasse allemande ; à la seconde tentative, l'avion anglais est abattu par les Allemands au-dessus de la Normandie et ses sept occupants périssent carbonisés.



Eugène Defontaine

À l'été 1943, l'étau allemand se resserre sur Buckmaster. Suttill est arrêté (il mourra sous la torture) et plusieurs réseaux sont décimés, dont *Juggler*, le voisin de l'est, chez lequel Braun, qui en connaît les caches, parvient à récupérer des armes et des explosifs parachutés. Les « boîtes aux lettres » chargées de recueillir et de transmettre les messages destinés aux membres des réseaux tombent les unes après les autres et *Publican* n'échappe pas au sort commun : Marcel Fox est interpellé le 7 septembre à Paris en tentant de prendre contact avec un officier de l'*Intelligence Service* et, quelques jours plus tard, c'est le tour de plusieurs membres de l'équipe de La Croix-Saint-Jérôme. Eugène Defontaine parvient toutefois à s'échapper (il participera, en août 1944, à la libération de Paris), les Allemands arrêtent son fils qu'ils internent à Fontainebleau. De son côté, Braun cherche un moyen de faire évader Fox, il entre en contact à cette fin avec un personnage trouble, un baron autrichien soi-disant réfugié en France depuis l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933, qui l'attire en fait dans un traquenard et le livre aux services de renseignement ennemis ; ceux-ci ne parviennent pas cependant, en raison de ses nombreux pseudonymes et de quelques autres précautions qu'il avait prises, à identifier en lui le chef du réseau *Publican*. Il reste interné pendant près d'un an à la prison de Fresnes avant d'être déporté au camp de Buchenwald dans le « dernier convoi » du 15 août 1944.

Dans leur ensemble, les membres du réseau tombés aux mains des Allemands sans être en possession d'armes sont envoyés dans différents camps de concentration, les femmes à Ravensbrück, les hommes à Buchenwald, Neuengamme ou Flossenbürg. Maurice Braun séjournera huit mois à Buchenwald dont il reviendra à la fin de la guerre, sa connaissance de la langue allemande lui ayant été précieuse pour survivre. Marcel Fox aura moins de chance : à Flossenbürg, il mourra pendu par ses gardiens la veille de l'arrivée des troupes américaines ! Émile Bouchut et sa femme ne reviendront pas non plus, Benjamin Dètre et Eugène Thiaillier ne rentreront que pour mourir rapidement.

Ainsi s'achève l'histoire du réseau *Publican* qui n'a duré que quelques mois mais a mis à son actif une des opérations de parachutage d'armes les plus retentissantes de la guerre, la première réalisée aussi près de la capitale, celle qui permet à Churchill de déclarer dès le lendemain à la tribune de la Chambre

des Communes que les Allemands n'étaient sans doute pas installés en France aussi solidement et tranquillement qu'ils le prétendaient.

II. LES MASSACRÉS DE LA PLAINE DE CHANFROY

Entre deux alignements gréseux si caractéristiques de Fontainebleau, au nord le rocher de Cornebiche, couronné de sa tour de la Vierge (Second Empire), au sud le rocher de la Reine, s'étend la plaine sablonneuse de Chanfroy. Au sud de la route qui la traverse, la plus grande partie est transformée maintenant en réserve biologique dirigée, mais une enclave se distingue par sa clôture : un treillage vert sur les côtés et, au bord de la route, des bornes soutenant des chaînes, comme on en voit dans les villages autour des monuments aux morts. Une stèle invite le passant à se souvenir des hommes qui sont tombés là au cours de l'été 1944. À proximité, au bord d'un large cratère évasé, un petit monument pyramidal rappelle que 14 résistants français ont été mis à mort ici le 17 août. Il faut s'éloigner de la route pour trouver, au-delà d'une large fosse oblongue, un second monument semblable évoquant les 22 résistants abattus le 21 juillet. Que s'est-il donc passé en ce lieu isolé ? (7).

En septembre 1942, après l'apparition d'un premier maquis dans la région, les Allemands ont implanté à Melun un « kommando » policier aux ordres d'un sous-officier de S.S. (8) nommé Willy Tuchel, qui s'était distingué à l'hiver 1941 dans l'extermination des Juifs de Riga, en Lettonie. La chasse aux Juifs demeure d'ailleurs l'activité de prédilection de ce personnage, mais il dirige aussi les opérations menées contre les maquis avec l'assistance de la Feldgendarmerie (9) et fréquemment de la Milice française (10). Les personnes soupçonnées d'actes de résistance sont internées dans les établissements pénitentiaires de Seine-et-Marne et s'entassent notamment à la prison de Fontainebleau dont la capa-

cité a dû être augmentée par l'utilisation comme annexe d'écuries situées en ville (11). Les interrogatoires, au cours desquels différents procédés de torture sont utilisés, ont lieu dans les sous-sols de la prison ; ils sont menés par une équipe de la Gestapo (12) ayant à sa tête Wilhelm Korf, ancien enseignant à Magdeburg.



Au début de l'année 1944, comme partout en France, les maquis de Seine-et-Marne voient leurs effectifs gonflés par l'afflux des jeunes gens fuyant le S.T.O., qu'il leur faut armer, former, encadrer et nourrir. Malgré l'unification théorique au sein des F.F.I., une nette différence subsiste entre les F.-T.P.F., d'inspiration communiste, et les autres maquis, liés aux Britanniques ou au général de Gaulle. Des tensions apparaissent même parfois entre eux pour deux raisons : d'une part, les maquis gaullistes bénéficient des parachutages beaucoup plus largement que les F.-T.P.F. ; d'autre part, leur stratégie est différente, les communistes multipliant attentats et sabotages, alors que les maquis relevant de Londres sont censés se réserver pour épauler, le moment venu et sur ordre, le débarquement et l'insurrection parisienne.

Le 27 juin, alors que la bataille fait rage depuis trois semaines en Normandie, un groupe de maquisards F.-T.P.F. repliés de l'Yonne et emmené par Marcel Calmel (23 ans) attaque la petite garnison allemande de

7) Pendant l'Occupation, la plaine de Chanfroy était zone interdite, réservée à l'entraînement des aviateurs allemands aux tirs terrestres.

8) S.S. : abréviation de *Schutzstaffel* (détachement de protection). Désigne la force militaire du Parti national-socialiste. Elle est chargée de la surveillance des camps de concentration, mais aussi du maintien de l'ordre nazi dans les territoires occupés. Ses formations de combat, dites *Waffen-S.S.*, sont engagées sur les champs de bataille.

9) Équivalent de notre prévôté (police aux armées).

10) La Milice est une force créée en janvier 1943 par décret des autorités de Vichy pour contribuer au maintien de l'ordre public et lutter contre les « agitateurs antigouvernementaux ». Les Allemands, qui s'en méfient, ne l'autoriseront à être armée qu'en novembre 1943. Sa répression des activités de résistance et les représailles des maquis contribueront largement à créer et entretenir le climat de guerre civile dans lequel se déroulera la libération de la France.

11) À l'échelle nationale, le nombre de détenus est passé de 18 000 en 1938 à 55 000 en 1943, alors que le nombre des actes de délinquance a sensiblement diminué, comme il en va toujours en temps de guerre.

12) Acronyme de *Geheime Staatspolizei* (police secrète d'État).

Lorrez-le-Bocage, l'accrochage dure un quart d'heure. Dès le lendemain arrivent des renforts allemands qui capturent plusieurs hommes installés dans un bois près du village de Villebéon, puis deux autres maquisards sont arrêtés par la Feldgendarmerie le 6 juillet. Le 7, un proche collaborateur de Korf, Ernest Kleiss, visiblement bien renseigné, investit le village à la tête d'une troupe de feldgendarmes, perquisitionne et procède à des arrestations. Les hommes arrêtés se retrouvent à la salle paroissiale de Lorrez-le-Bocage où Korf lui-même les interroge avec tous les mauvais traitements d'usage : le tortionnaire abat même l'un d'eux avec son pistolet. Puis les sept survivants, qu'ils appartiennent au maquis F.-T.P.F. de Calmel ou au groupe armé gaulliste constitué à Villebéon, sont emmenés à la prison de Fontainebleau.

Avec l'aide de l'élève-garde forestier Laurent Poli qui assure leur ravitaillement, de jeunes Parisiens se groupent en juin sur des platières au nord d'Achères-la-Forêt en vue de constituer un maquis F.-T.P.F. Surexcités par l'annonce du débarquement, mais peu disciplinés et dénués d'expérience de la vie en clandestinité, ils se mettent aux ordres d'un de leurs aînés, Jean Simonpoli, professeur de lettres, dont la première préoccupation est de se procurer des armes. Il croit pouvoir en trouver auprès d'un prétendu correspondant de la France Libre qui lui a été signalé près d'Amponville, mais il tombe ainsi dans un traquenard tendu par la Gestapo. Les cinq membres de cet embryon de maquis sont arrêtés le 4 juillet et transférés à Fontainebleau pour y être interrogés par Korf et ses auxiliaires.

Le 11 juillet, c'est le tour du maquis F.-T.P.F. « Bara », organisé à Moisenay, d'être décimé lors d'une opération dirigée par Tuchel, sans doute renseigné par de faux résistants infiltrés. C'est un maquis très actif depuis l'année 1941, qui compte à son palmarès des incendies de bâtiments occupés par les Allemands, des sabotages d'avions sur le terrain de Villaroche ou des attentats contre des soldats ennemis. Il se compose d'une quarantaine de membres, dont dix sont arrêtés et conduits à la prison de Fontainebleau. Le corps d'André Perret, chef de ce maquis, sera retrouvé quelques jours plus tard sur les marches de la mairie de Moisenay, la peau du visage arrachée, un poignet coupé.

C'est sans doute Korf, véritable maître des lieux, qui prend la décision de procéder à une exécution sommaire collective, vraisemblablement afin de désengorger la prison. Toujours est-il que, le 21 juillet, il fait ras-

sembler les maquisards de Villebéon, d'Achères-la-Forêt et de Moisenay. Les 22 hommes, mains liées derrière le dos, montent dans un camion qui les amène à la plaine de Chanfroy, au bord d'une longue fosse, vestige d'une ancienne sablière. Descendus du véhicule, ils sont abattus sur place par des rafales de pistolet-mitrailleur, puis leurs bourreaux leur défoncent le crâne avec les outils dont ils disposent, avant de faire basculer les corps dans la fosse et de les recouvrir sommairement de sable. La plus âgée des victimes avait 48 ans, la plus jeune 18 ans.

Dix jours plus tard, après huit semaines de durs combats, les Américains parviennent à percer les lignes ennemies aux environs d'Avranches et entreprennent un mouvement tournant qui contraint les forces allemandes à refluer vers l'est, au prix de lourdes pertes, pour éviter l'enveloppement. À Melun et Fontainebleau, le « kommando » de Tuchel et Korf décampe dès le 11 août, abandonnant les lieux à des éléments de la Gestapo qui arrivaient du Val-de-Loire (Angers, Tours, Orléans). Le débarquement du 15 août en Provence accélère encore la retraite allemande et Fontainebleau est libéré, comme Paris, le 25 août.

Mais entre-temps, le 17 août, l'épisode macabre du 21 juillet s'est renouvelé. Cette fois, ce n'est plus Korf qui en décide, puisqu'il est déjà loin, mais probablement des gestapistes de passage, ivres de vengeance et peut-être informés de ce qui s'est passé le mois précédent, car les similitudes sont frappantes aussi bien dans le *modus operandi* que dans le choix du lieu des atrocités. 21 détenus sont donc rassemblés dans la cour de la prison de Fontainebleau, mains liées dans le dos. Ce sont des résistants de Seine-et-Marne, mais aussi de l'Yonne et de Paris, tombés aux mains de l'ennemi au cours des semaines précédentes. Un incident vient perturber le déroulement de l'opération : le camion prévu pour leur transport est tombé en panne et seule une camionnette est disponible. Au bout du compte, ce sont donc quatorze personnes qui embarquent pour ce funeste voyage, les sept autres étant ramenées dans leurs cellules⁽¹³⁾. Montent aussi à bord quatre civils de la Gestapo portant des pistolets-mitrailleurs et deux soldats en armes munis de pelles. Dans la plaine de Chanfroy, le véhicule s'arrête au bord de la route, les victimes sont abattues d'une balle de pistolet dans la nuque et leurs corps sont jetés dans une excavation toute proche, puis recouverts hâtivement d'un peu de sable.

13) Parmi ces rescapés se trouve l'abbé Binet, curé de Chartrettes. Lors de la cérémonie du 14 décembre 1944, il demandera que l'un des cercueils soit séparé des autres parce qu'il contient la dépouille d'un « traître ».

Huit jours plus tard, les derniers résistants internés recouvrent enfin la liberté, même si c'est souvent dans un état physique déplorable. Mais beaucoup manquent à l'appel et leurs familles s'accrochent à l'espoir d'une déportation en Allemagne ou d'un départ forcé à la suite des troupes en retraite. Les illusions vont s'évanouir à la fin de l'automne : c'est en effet le 7 décembre 1944 que des soldats américains bivouaquant à Cornebiche, venus effectuer une corvée pour rapporter du sable, découvrent, aux premiers coups de pelle, deux corps. Le maire d'Arbonne-la-Forêt, prévenu, informe le préfet, les gendarmes sécurisent les lieux, des volontaires se mettent au travail pour extraire les corps du charnier. Le lendemain, la seconde fosse est découverte et le double massacre ⁽¹⁴⁾ apparaît dans toute son étendue. Les corps décomposés après plusieurs mois sont méconnaissables, mais les familles accourues de toute la région parviennent peu à peu à identifier leurs morts grâce à des objets, des papiers, des signes particuliers ou d'autres indices. Parmi les quatorze victimes du 17 août, il restera cependant un inconnu que personne n'aura réclamé.



Avant la mise en bière

Le 14 décembre, une sépulture est donnée à ces 36 hommes, même si 21 d'entre eux seulement portent un nom à cette date. Sous la halle de Fontainebleau est dressée une chapelle ardente, la messe est célébrée par l'évêque de Meaux, des allocutions sont prononcées (dont une par le garde des Sceaux) et les 36 cercueils sont acheminés au cimetière. À cette date, Metz et Belfort viennent d'être libérées, mais les Allemands tiennent toujours Colmar et menacent Strasbourg qui leur a été reprise en novembre : la guerre est donc encore bien présente. Quand elle se termine, le 8 mai 1945, Ernest Kleiss, le gestapiste de Villebéon, retrouvé en Allema-

gne, est traduit devant la cour de justice de Seine-et-Marne qui le condamne à mort le 18 mai ; il est exécuté le 16 juin 1945.

Le sentiment anti-allemand reste vif quelques années encore. C'est alors que sont édifiés les monuments commémoratifs : la croix de Lorraine du réseau *Publican* est inaugurée le 22 juin 1946, au troisième anniversaire du fameux parachutage.

Mais la situation internationale évolue vite ; dès 1948, la guerre froide oppose entre eux les vainqueurs de Hitler, la nouvelle République fédérale allemande (R.F.A.) devenant un allié précieux face à la menace soviétique. La France s'associe à la R.F.A. pour jeter les bases d'une communauté économique qui se transformera plus tard en Union européenne. L'antagonisme entre les deux pays s'efface assez rapidement et fait place à des relations apaisées, dont Wilhelm Koch sera l'un des bénéficiaires. Arrêté en R.F.A. et extradé en 1953, il connaîtra un sort plus doux que son ex-subordonné Kleiss. Jugé à la fin de l'année, il verra sa condamnation à mort commuée en travaux forcés avant qu'une mesure de grâce lui permette de retrouver son pays en 1958. Quant à Willy Tichel, il ne sera jamais retrouvé.

Soixante-dix ans après, ces événements tragiques semblent appartenir à un passé révolu. Toutefois, le sacrifice des résistants ne cessera jamais de nous rappeler le prix à payer pour reconquérir sa liberté lorsqu'on n'a pas su la préserver. Et au bord de l'allée des Fusillés, la plaque de marbre continuera de nous interpeller : « Passant, souviens-toi ! » ■



14) C'est le seul mot qui convienne, malgré la terminologie officielle qui parle de « fusillés ».